

Mise à jour de la situation d'Ana Margarita Vijil

Merci beaucoup à vous tous, parents de prisonniers politiques, journalistes, agences de presse, organisations nationales et internationales des droits de l'homme, organisations sociales et politiques, amis pour votre accompagnement dans un élan d'affection et de solidarité dont nous vous sommes reconnaissants du fond du cœur.

Fidèles à la transparence et au respect de la vérité qui ont toujours caractérisé notre famille, nous souhaitons vous informer de ce qui suit :

Aujourd'hui, dimanche 2 janvier 2022, de 12 à 14 heures, j'ai pu rendre visite à Ana Margarita et lui parler. Je viens de quitter le bureau d'aide judiciaire et c'est avec un grand soulagement et une grande joie que je vous informe que selon ce qu'elle nous a dit, l'agression signalée le 30 décembre n'a pas eu lieu. Cependant, elle a été interrogée et filmée sans expliquer les faits, en lui montrant des photos de la conférence de presse. Cela lui a causé un grand choc, car la dernière information qu'elle avait sur mon état de santé remontait à 45 jours, alors que j'étais dans un état grave, intubé et sous respirateur. Pour toutes ces raisons, elle considère que ces informations avaient apparemment pour but de générer de l'angoisse et de l'incertitude pour la famille. Ana Margarita est toujours en isolement, au secret, interrogée quotidiennement et a perdu encore plus de poids.

Nous tenons à souligner qu'après avoir reçu des informations aussi graves, nous avons fait appel, à titre privé, à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) afin que cet organe, usant de ses pouvoirs, puisse demander à l'État des informations sur cette plainte. En l'absence de réponse de l'État, la seule option viable était de déposer une plainte publique pour demander des réponses, considérant que :

- Nous vivons dans un contexte de privation de liberté et de criminalisation qui s'est caractérisé par son arbitraire, par la présentation de preuves de mauvais traitements et même de décès de personnes incarcérées, comme le cas d'Eddy Montes, et par l'absence d'informations raisonnables sur la santé et l'intégrité des personnes détenues.

Face à l'absence de réponse, au rejet ou à la non-admission par le pouvoir judiciaire, le ministère public, le bureau du médiateur des droits de l'homme et la police nationale de dizaines de soumissions écrites et de pétitions relatives au respect de la procédure régulière.

Face au régime d'isolement et de mise au secret dans lequel Ana Margarita est détenue par l'État depuis plus de six mois.

Face à 45 jours sans nouvelles d'elle, ni d'aucune des personnes détenues arbitrairement et illégalement à la Direction de l'assistance judiciaire, et à l'absence d'un calendrier de visites des membres de la famille et des avocats.

C'est tout ce contexte qui nous a incités à rendre publiques les questions soulevées dans notre plainte initiale, afin de tenter de découvrir la vérité.

La dénonciation publique est un droit que, dans un contexte comme celui du Nicaragua, nous devons continuer à protéger. Ni les membres de la famille, ni les organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme, ni les journalistes, ni les citoyens ne peuvent rester silencieux.

Nous remercions Dieu que l'information, dont nous ne savons pas avec quelles intentions elle nous a été transmise, ne se soit pas produite et nous espérons qu'elle ne se produira jamais contre aucune des personnes privées de liberté dans aucune des prisons et unités de police du pays, et c'est pourquoi nous maintenons nos revendications :

1. La libération immédiate et inconditionnelle des plus de 160 prisonniers politiques au Nicaragua, seule façon d'éliminer la grave violation des droits de l'homme que constituent leur détention arbitraire et les différentes formes de torture auxquelles ils sont soumis.
2. Que cesse immédiatement l'isolement de ma fille Ana Margarita, de ma petite-fille Tamara Dávila, de Suyén Barahona, de Dora María Téllez et de toutes les personnes maintenues en isolement dans les autres prisons.
3. Que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) puisse faire une évaluation exhaustive de l'état physique et émotionnel de tous les prisonniers politiques.
4. Que toutes les demandes formulées par les proches soient entendues et répondent.

Nous appelons les organisations nationales et internationales, en particulier le HCDH et la CIDH, le Cenidh et Amnesty International et d'autres organisations et secteurs sociaux qui nous ont accompagnés, à rester vigilants et à exiger que cette situation n'aggrave pas la répression contre les prisonniers politiques et leurs familles.

Ces derniers jours ont été une épreuve pour notre famille. La possibilité que cette information soit vraie nous a causé, ainsi qu'à tous les bons citoyens de notre pays, une grande angoisse. Je vous demande de nous garder dans vos prières, de nous garder dans l'espoir et de nous garder dans l'unité.

Ana Margarita nous a demandé de vous remercier, elle nous a dit qu'elle ressentait la solidarité de tant de personnes, de vous tous. Que votre amour, votre affection, vos prières, votre solidarité vont au-delà des barreaux et lui donnent beaucoup d'énergie et d'optimisme. Elle vous demande de joindre vos mains et de leur donner un baiser, qu'à ce moment-là vous serez avec elle, avec dignité et unité.

Liberté pour tous les prisonniers politiques au Nicaragua !